

**«En France, la crise peut aider les populistes à gagner le pouvoir»**

**Yascha Mounk, politologue, professeur à Harvard**

**Par Henri Vernet**

L'auteur germano-américain du «Peuple contre la démocratie» (Ed. de l'Observatoire), Yascha Mounk, met en garde les démocraties : « Si elles échouent dans la bataille contre le virus, cela donnera des arguments aux tenants des régimes autoritaires. »

YASCHA MOUNK

Faut-il s'attendre à des changements politiques après la crise ?

Oui, certainement. C'est la plus grande crise politique européenne depuis 1989, la plus grande crise globale depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais attention aux idées trop simples sur la nature de ces changements. Après le 11 septembre 2001, beaucoup disaient que tout allait changer. Il y a eu des évolutions dans le champ des relations internationales, des mesures sécuritaires et la surveillance des citoyens par les Etats. Mais la vie politique n'a pas été bouleversée. J'imagine qu'il en ira de même après le coronavirus : de grands changements dans la santé, en économie, mais pas aussi radicaux en politique.

Que pourrait-il se passer alors en politique ?

Après la grande crise économique de 1929, ceux qui étaient alors au pouvoir l'ont perdu. Tandis que ceux qui y sont arrivés quatre ou cinq ans après le début de la crise, comme Roosevelt, l'ont gardé durablement. Une grave crise économique post-corona pourra avoir le même effet. Dans des pays comme les Etats-Unis ou le Brésil, voire la Russie, cela mettra la pression sur les autorités en place. Dans un Etat comme la France, où les populistes sont dans l'opposition, ça peut les aider à gagner le pouvoir pour la première fois.

Vous voulez dire que les élections post-crise, dont la prochaine présidentielle, pourraient amener Le Pen ou Mélenchon au pouvoir ?

C'est possible. Non pas grâce à une logique jouant globalement en faveur des populistes, mais parce que de telles crises jouent, à terme, en faveur de l'opposition, quelle qu'elle soit. Quand les populistes sont déjà au pouvoir, cela peut leur nuire. Aux Etats-Unis, le coronavirus va poser un gros problème à Trump pour sa réélection.

Pourtant, on voit aujourd'hui des pouvoirs en place confortés dans les sondages, comme en Italie ou même en France ?

Parce que nous sommes dans ce moment que les politologues américains appellent « rally-round-the-flag » : on se rassemble sous le drapeau car nous sommes en danger. Mais cet état d'esprit risque d'être plus bref et plus faible que d'habitude.

Il y a une défiance envers le gouvernement, on ne croit pas ce qu'il dit, on pense qu'il cache des choses. C'est un danger pour la démocratie ?

Oui. Dans certains pays, la population a de bonnes raisons de penser que son gouvernement lui ment. C'est le cas des dictatures mais aussi dans beaucoup de démocraties gouvernées par les populistes. Une des critiques essentielles envers les populistes, c'est qu'ils politisent tout. Ils se méfient des experts, éliminent les institutions indépendantes car elles pourraient empêcher les gens de croire le gouvernement.

On voit des restrictions des libertés liées au confinement partout, en France, en Italie, au Royaume-Uni, avec des cas extrêmes en Hongrie. Y a-t-il un danger à terme pour la démocratie ?

Dans cette situation extraordinaire, ces mesures restrictives semblent nécessaires pour sauver des millions de vies. En même temps, certains gouvernements attendaient depuis longtemps une occasion pour éliminer la démocratie. Dès lors, pour préserver la démocratie, il faut accepter que les limites à nos libertés soient assorties de conditions.

Lesquelles ?

J'en vois trois. Que ces mesures soient temporaires. Qu'elles soient soumises au contrôle démocratique, parlementaire. Et enfin, qu'elles soient rigoureusement nécessaires pour combattre ce virus. La Hongrie ne remplit aucune de ces conditions : Viktor Orban a pris les pleins pouvoirs pour régner sans contrôle démocratique.

La démocratie survivra à toutes ces entorses ?

Si les démocraties échouent dans la bataille contre le virus, cela donnera des arguments aux tenants des régimes autoritaires. Mais il est tout autant possible que l'opinion comprenne que des gouvernants compétents, une presse et une parole libres, la présence d'experts indépendants du pouvoir sont plus importants qu'on ne le pensait en période normale.

Propos recueillis par

Henri Vernet